

Terme	Sigle/acronyme	Explication
Absorption		Part des fonds de l'UE alloués aux États membres, souvent exprimée en pourcentage, qui a été dépensée pour financer des projets éligibles.
Accord de partenariat	AP	Accord conclu entre la Commission et un État membre ou un pays tiers, dans le cadre d'un programme de dépenses de l'UE, et établissant notamment des plans stratégiques, des priorités d'investissement, ou encore les modalités régissant les échanges commerciaux ou l'octroi d'une aide au développement.
Aide d'État		Soutien direct ou indirect fourni par les pouvoirs publics à une entreprise ou à une organisation, qui lui confère un avantage par rapport à ses concurrents. L'UE s'est dotée de règles régissant les aides d'État en vue d'éviter des distorsions au sein du marché unique. La Commission veille à ce que ces règles soient respectées.
Aide directe/paiement direct		Paiement d'une aide agricole, comme une aide à la surface, effectué directement en faveur des agriculteurs.
Aides d'État <i>de minimis</i>		Plafond en deçà duquel les aides d'État ne requièrent pas l'approbation de la Commission.
Annualité		Principe budgétaire selon lequel les crédits inscrits au budget de l'UE doivent être perçus et dépensés au cours de l'exercice financier pour lequel le budget a été adopté.
Approche d'attestation		Approche consistant pour un auditeur à formuler une conclusion, fondée sur des éléments probants suffisants obtenus dans le cadre de travaux d'audit, sur des informations financières, d'autres données ou des assertions spécifiques présentées par l'entité auditée.
Appui budgétaire		Aide de l'UE versée directement sur le compte du Trésor public d'un pays partenaire moyennant le respect de certaines conditions.
Apurement de conformité		Processus par lequel la Commission vérifie si un État membre a correctement utilisé les fonds à sa disposition dans le domaine de l'agriculture et si ses systèmes de gestion et de contrôle ont fonctionné efficacement. En cas d'infraction, l'État membre peut, à l'issue de la procédure, être contraint de procéder à un remboursement.
Apurement des comptes		Processus annuel par lequel la Commission accepte, à l'issue de contrôles, les montants dont les organes et partenaires chargés de l'exécution des dépenses demandent le paiement.
Autorité budgétaire		Terme utilisé pour désigner le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne lorsqu'ils exercent leur pouvoir de décision sur les questions budgétaires européennes.
Autorité d'audit	AA	Entité nationale indépendante responsable de l'audit des systèmes et des opérations relevant d'un programme de dépenses de l'UE.
Autorité de certification		Organisme chargé par un État membre de certifier l'exactitude et la conformité des déclarations de dépenses et des demandes de paiement.
Autorité de gestion	AG	Autorité (publique ou privée) nationale, régionale ou locale, désignée par un État membre pour gérer un programme financé par l'UE.
Autorités responsables des programmes		Terme collectif désignant les autorités de gestion, de certification et d'audit, dans le cas des dépenses de cohésion.
Axe prioritaire		Dans la politique de cohésion, une ou plusieurs priorités d'investissement correspondant à un objectif clé d'un programme opérationnel.
Bénéficiaire		Personne physique ou morale qui reçoit une subvention ou un prêt financés sur le budget de l'UE.
Bénéficiaire/Bénéficiaire final		Personne physique ou morale qui reçoit une subvention ou un prêt financés sur le budget de l'UE ou qui bénéficie, in fine, d'une activité financée par l'Union.
Bonne gestion financière		Gestion des ressources conforme aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités.
Cadre commun de suivi et d'évaluation	CCSE	Règles et procédures pour l'évaluation de la performance de la politique agricole commune.
Cadre financier pluriannuel	CFP	Programme de dépenses de l'UE établissant, généralement pour une période de sept ans, les priorités (sur la base des objectifs des politiques) ainsi que les plafonds de dépenses, pour six grandes rubriques. Il représente la structure dans laquelle s'inscrivent les budgets annuels de l'UE et fixe une limite pour chaque catégorie de dépenses. Le CFP actuel couvre la période 2014-2020.
Capacité de correction		Mesure utilisée par la Commission pour estimer le niveau des futures corrections.
Clôture		Liquidation financière d'un programme de l'UE, par le paiement du solde dû à un État membre ou par le recouvrement de fonds auprès de celui-ci.
Comité de coordination pour les Fonds structurels et d'investissement européens		Comité de la Commission chargé d'examiner la mise en œuvre des règlements qui régissent les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI).
Comptes consolidés		Comptes agrégés de l'ensemble des institutions, organes et agences de l'UE, présentés dans un unique document.
Conditionnalité		Mécanisme subordonnant les paiements effectués en faveur des agriculteurs au respect d'exigences en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé et de bien-être des animaux, ainsi que de gestion des terres.
Convention de contribution		Convention entre la Commission et une organisation qui exécute des actions en gestion indirecte et qui a démontré sa capacité à gérer des fonds au même niveau que la Commission.
Convention de délégation (obsolète)		Version précédente de la convention de contribution, à laquelle cette dernière a succédé avec l'entrée en vigueur du règlement financier de 2018.
Correction financière		Mesure visant à protéger le budget de l'UE contre les dépenses irrégulières ou frauduleuses et consistant à retirer ou à recouvrer des fonds afin de compenser des paiements indus effectués en faveur de programmes ou de projets soutenus par l'Union européenne.
Coûts indirects		Dépenses, telles que des frais généraux ou d'autres coûts administratifs, supportées par un bénéficiaire dans le cadre d'un projet ou d'une intervention financés par l'UE.
Crédit		Le budget de l'UE comporte des crédits d'engagement et des crédits de paiement. Un crédit d'engagement est une promesse de fournir un financement sous certaines conditions. Un crédit de paiement est l'autorisation d'effectuer un paiement une fois que les conditions correspondantes sont remplies.
Crédit de paiement		Autorisation d'effectuer un paiement une fois que les conditions correspondantes sont remplies.
Crédit d'engagement		Plafond annuel des montants disponibles dans le budget de l'UE pour des dépenses spécifiques.
Décharge		Décision prise chaque année par le Parlement européen, par laquelle il approuve définitivement la manière dont la Commission a exécuté le budget.
Déclaration d'assurance	DAS	Déclaration publiée dans le rapport annuel de la Cour des comptes européenne, dans laquelle celle-ci formule son opinion d'audit sur la fiabilité des comptes de l'UE ainsi que sur la régularité des opérations sous-jacentes à ces derniers.
Dégagement		Annulation par la Commission de tout ou partie d'un engagement inutilisé.
Demande d'aide géospatiale		Outil en ligne permettant de déposer des demandes d'aides agricoles liées à la surface.
Devis-programme		Document établi par un pays partenaire et approuvé par la Commission européenne, qui décrit les activités de coopération ou de développement à mener, ainsi que les moyens financiers, humains et matériels nécessaires.
Droit au paiement		Droit transférable permettant à un agriculteur actif de bénéficier d'une aide de l'UE lorsqu'il est associé à une surface agricole admissible.
Échantillonnage statistique représentatif		Recours à des techniques statistiques pour prélever un échantillon qui présente les caractéristiques de la population dont il est extrait.
Engagement		Dans le budget, montant affecté au financement d'une dépense spécifique, telle qu'un contrat ou une convention de subvention. Un engagement suppose l'existence d'un crédit d'engagement.
Engagement agroenvironnemental et climatique		Pratique, allant au-delà des exigences habituelles en matière d'environnement, que les agriculteurs peuvent décider d'adopter et pour laquelle, le cas échéant, ils reçoivent un paiement imputé sur le budget de l'UE.
Erreur		Résultat d'un calcul incorrect ou d'une irrégularité résultant du non-respect des obligations légales et contractuelles.
Erreur quantifiable		Dans les informations relatives aux résultats des tests sur les opérations, catégorie utilisée par la Cour des comptes européenne lorsqu'il est possible de déterminer quelle part du montant d'une opération est concernée par une erreur.
Évaluation ex post		Appréciation indépendante de l'efficacité, de l'efficience, de la cohérence, de la pertinence et de la valeur ajoutée européenne d'un projet ou d'un programme achevé.
Fonds de cohésion	FC	Fonds de l'UE destiné à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE en finançant des investissements dans les États membres dont le revenu national brut par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE.
Fonds européen agricole de garantie	FEAGA	Fonds de l'UE destiné à financer les paiements directs aux agriculteurs et les mesures régulant ou soutenant les marchés agricoles.
Fonds européen agricole pour le développement rural	Feader	Fonds de l'UE destiné à financer la contribution de l'Union aux programmes de développement rural.
Fonds européen de développement régional	FEDER	Fonds de l'UE destiné à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union en finançant des investissements qui réduisent les déséquilibres qui existent entre ses régions.

Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche	FEAMP	Fonds de l'UE destiné à aider les pêcheurs dans leur transition vers une pêche durable et les communautés côtières dans la diversification de leurs économies.
Fonds européen pour les investissements stratégiques	EFSD	Mécanisme de soutien à l'investissement lancé par la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission afin d'encourager les investissements privés dans des projets d'importance stratégique pour l'UE. Également connu sous le nom de «plan Juncker». Désormais intégré au groupe BEI.
Fonds social européen	FSE	Fonds de l'UE destiné à créer des possibilités de formation et des perspectives d'emploi ainsi qu'à améliorer la situation des personnes exposées au risque de pauvreté.
Fonds structurels et d'investissement européens	Fonds ESI	Ils regroupent les cinq principaux Fonds de l'UE destinés à soutenir conjointement le développement économique dans l'ensemble de l'Union: le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen, le Fonds de cohésion, le Fonds européen agricole pour le développement rural et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche. Ils sont régis par un ensemble de règles commun.
Gestion directe		Gestion d'un Fonds ou d'un programme de l'UE assurée par la seule Commission. S'oppose à la gestion partagée ou à la gestion indirecte.
Gestion indirecte		Méthode d'exécution du budget de l'UE qui consiste pour la Commission à confier des tâches d'exécution à d'autres entités (comme des pays tiers et des organisations internationales).
Gestion partagée		Méthode d'exécution du budget de l'UE selon laquelle, contrairement à ce qui se passe dans la gestion directe, la Commission délègue les tâches d'exécution à un État membre, tout en restant responsable en dernier ressort.
Grand projet		Projet financé par l'UE dont le coût total éligible est supérieur à 50 millions d'euros dans des secteurs tels que les transports, l'environnement et l'énergie.
Impact		Conséquences à long terme d'un projet ou d'un programme achevés, qui peuvent être d'ordre socio-économique, environnemental ou financier.
Indicateur de résultat		Variable mesurable qui donne des informations permettant d'évaluer les effets immédiats des projets financés sur la population cible.
Initiative en faveur des PME		Instrument financier conjoint de la Commission et du Fonds européen d'investissement (FEI) qui vise à faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au financement.
Instrument financier		Soutien financier provenant du budget de l'UE et prenant la forme de participations, de quasi-participations, de prêts ou de garanties, ou d'autres instruments de partage des risques.
Intensité maximale de l'aide		Montant total d'aide qui peut être affecté à un domaine d'intervention, exprimé sous la forme d'un pourcentage des coûts éligibles. L'intensité maximale de l'aide varie d'un programme à l'autre et dépend de facteurs tels que la situation géographique.
Intermédiaire financier		Entité mettant en relation le gestionnaire de fonds d'un instrument financier et les bénéficiaires finals.
Intervalle de confiance		Mesure statistique de la précision des résultats de l'échantillonnage, utilisée lors de l'estimation d'un taux d'erreur.
Intrants		Moyens financiers, humains, matériels, administratifs ou réglementaires, utilisés pour la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme.
Irrégularité		Violation des règles de l'UE (ou des règles nationales applicables) ou d'obligations contractuelles.
Jumelage		Mécanisme de renforcement des capacités dans des domaines spécialisés, dans lequel un organisme d'un pays partenaire reçoit un soutien fourni par un homologue d'un État membre de l'UE.
Légalité et régularité/Régularité		Conformité avec les règles de l'UE (ou les règles nationales applicables) ou avec des obligations contractuelles.
Liquidation		Paiement du solde dû à un État membre ou recouvrement de fonds auprès de celui-ci pour les besoins de la clôture d'un programme de l'UE.
Mandat de prêt extérieur	MPE	Arrangement entre l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement, dans le cadre duquel l'UE garantit les prêts consentis par la BEI en dehors de l'Union pour soutenir les objectifs de politique extérieure.
Marchés publics		Acquisition, par des organismes de droit public, de biens, de services et de travaux au terme de procédures ouvertes et concurrentielles, visant à obtenir des prestations de qualité et d'un bon rapport coût-avantage.
Mécanisme de transition		Instrument assurant la continuité du financement entre un programme de financement de l'UE et le suivant.
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe	MIE	Instrument visant à mettre en place des infrastructures hautement performantes interconnectées et durables moyennant l'établissement de priorités d'investissement et l'apport d'une aide financière aux secteurs de l'énergie, des transports et des technologies de l'information et des communications.
Mesure de marché		Intervention publique sur les marchés agricoles, visant à atténuer les effets des baisses de prix ainsi que les problèmes structurels grâce à des aides sectorielles (par exemple, aide aux fruits et légumes ou au secteur vitivinicole, et distribution de lait dans les écoles).
Mission d'assurance		Activité consistant pour un auditeur à formuler une conclusion fondée sur des éléments probants suffisants constitués d'informations financières ou d'autres données collectées ou calculées par ses soins. Par exemple, la Cour des comptes européenne fonde son opinion concernant la légalité et la régularité des dépenses de l'UE sur les résultats des tests auxquels elle soumet un échantillon d'opérations.
Niveau d'erreur estimatif		Estimation statistique du niveau d'erreur caractérisant une population, obtenue grâce à des tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations.
Normes internationales d'audit	ISA (<i>International standards on auditing</i>)	Normes professionnelles établissant les attributions et les responsabilités des auditeurs indépendants.
Opération		Terme générique désignant par exemple un paiement effectué ou une recette perçue, et correspondant à un mouvement dans les comptes de l'UE.
Option de coûts simplifiés	OCS	Approche utilisée pour déterminer le montant d'une subvention au moyen de méthodes telles que les coûts unitaires standard, le financement à taux forfaitaire ou les montants forfaitaires, plutôt qu'en se fondant sur les coûts réellement supportés par le bénéficiaire. Elle est conçue pour réduire la charge administrative.
Ordonnateur		Personne chargée d'exécuter les recettes et les dépenses d'un organe de l'UE.
Organisme de certification		Dans le cas des dépenses agricoles, entité publique ou privée chargée par un État membre de certifier la fiabilité des comptes annuels d'un organisme payeur agréé, ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.
Organisme payeur		Organisme désigné par un État membre pour gérer les dépenses agricoles de l'UE.
Paiement intermédiaire		Les paiements effectués dans le cadre de projets et programmes de l'UE sont généralement fractionnés en avances, paiements intermédiaires et paiements finals. Les bénéficiaires sollicitent un paiement intermédiaire lorsqu'ils ont franchi une certaine étape, définie dans le contrat ou la convention de subvention.
Participation/Prise de participation		Fonds investis dans des titres d'une entreprise en contrepartie d'un droit de propriété et d'une part des bénéfices.
Passif éventuel		Obligation de paiement potentielle dont la naissance dépend de l'issue d'un événement futur.
Performance		Degré de réalisation des objectifs d'une action, d'un projet ou d'un programme de l'UE, et rapport coût-efficacité de ces derniers.
Période de programmation		Période dans le cadre de laquelle un programme de dépenses de l'UE est planifié et exécuté.
Petites et moyennes entreprises	PME	Les entreprises et autres organisations ainsi qualifiées le sont en raison de leur taille, sur la base du nombre d'employés et de certains critères financiers. Sont considérées comme «petites», les entreprises qui occupent moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros. Sont considérées comme «moyennes», les entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel ne dépasse pas 43 millions d'euros.
Politique agricole commune		Politique de l'UE prévoyant des subventions et une série d'autres mesures destinées à garantir la sécurité alimentaire, à assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs de l'UE, à promouvoir le développement rural et à protéger l'environnement.
Politique commune de la pêche		Cadre de l'UE pour la gestion des ressources halieutiques et de la pêche, conçu de manière à garantir la pérennité des stocks halieutiques ainsi qu'un revenu stable pour les pêcheurs.
Prairies permanentes		Terres agricoles consacrées à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées pendant plus de cinq années consécutives.
Préfinancement		Avance de trésorerie destinée à financer des activités déterminées pendant une période donnée.
Procédure contradictoire		Procédure au cours de laquelle les constatations d'audit sont communiquées à l'entité audité afin que celle-ci les examine et transmette ses commentaires dans un délai déterminé.
Procédure d'infraction		Procédure par laquelle la Commission engage des poursuites à l'encontre de tout État membre de l'UE qui manque aux obligations qui lui incombent en vertu du droit de l'Union.
Programme opérationnel		Cadre de base pour la mise en œuvre des projets de cohésion financés par l'UE pour une période donnée, qui tient compte des priorités et des objectifs fixés dans les accords de partenariat conclus entre la Commission et les États membres.
Projet de budget rectificatif	PO	Proposition de la Commission visant à modifier le budget de l'UE en cours d'exécution.

Provision		En comptabilité, meilleure estimation d'un probable élément de passif, enregistré au bilan et dont l'échéance ou le montant sont incertains.
Rapport annuel d'activité	RAA	Rapport établi par chaque direction générale de la Commission, institution ou organisme de l'UE, qui y présente sa performance par rapport à ses objectifs, ainsi que l'utilisation qu'elle/il a faite de ses ressources financières et humaines.
Réalisation		Ce qui est produit ou accompli dans le cadre d'un projet financé par l'UE, comme l'organisation de formations ou la construction d'installations de traitement des eaux usées ou de kilomètres de routes.
Recettes affectées		Fonds versés au budget de l'UE (par exemple des amendes, des corrections et des contributions de pays tiers à des programmes de recherche), qui ne peuvent être utilisés qu'à des fins spécifiques.
Régime de paiement de base	RPB	Régime agricole de l'UE dans le cadre duquel les paiements aux agriculteurs reposent sur les surfaces éligibles.
Régime de paiement unique à la surface	RPUS	Régime de paiement agricole lié à la surface, appliqué de manière transitoire dans dix États membres, dans le cadre duquel les agriculteurs perçoivent une aide d'un montant forfaitaire pour chaque hectare. Tous les autres États membres appliquent le régime de paiement de base.
Règlement «omnibus»		Révision du règlement financier, applicable depuis août 2018, qui modifie et simplifie les règles financières de l'UE et permet d'axer davantage sur les résultats la gestion budgétaire dans différents domaines.
Règlement financier		Règles régissant la manière dont le budget de l'UE est établi et utilisé, ainsi que les processus connexes, tels que le contrôle interne, l'établissement de rapports, l'audit et la décharge.
Règlement portant dispositions communes	RPDC	Règlement relatif aux règles régissant les cinq Fonds structurels et d'investissement européens et garantissant leur coordination efficace.
Régularité		Mesure dans laquelle une opération est conforme à la réglementation applicable en la matière.
Report		Transfert des crédits inutilisés du budget d'une année à celui de l'année suivante moyennant le respect de certaines conditions.
Réserve		Faiblesse signalée par un directeur général dans la déclaration d'assurance qu'il présente dans son rapport annuel d'activité.
Réserve de performance		Part du budget alloué aux dépenses relevant des Fonds structurels et d'investissement européens qui est retenue jusqu'à ce que certaines valeurs cibles soient atteintes.
Ressources propres		Fonds utilisés pour financer le budget de l'UE, qui proviennent dans leur grande majorité des contributions des États membres.
Ressources propres traditionnelles	RPT	Recettes de l'UE provenant des droits de douane et des cotisations «sucre».
Résultat		Effet immédiat d'un projet ou d'un programme achevés, comme l'amélioration de l'employabilité des participants à une formation ou de l'accessibilité après la construction d'une nouvelle route.
Résultat économique		Résultat de l'exercice, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés de l'UE, correspondant à la différence entre le montant des recettes et celui des dépenses.
Revenu national brut	RNB	Indicateur standard de la richesse d'un pays; il se calcule sur la base des revenus nationaux et des revenus perçus de l'étranger.
Risque résiduel cumulé		Dépenses qui restent irrégulières à la fin d'une période de programmation, une fois que l'ensemble des mesures correctrices ont été appliquées.
Seuil de signification		Seuil au-delà duquel les irrégularités détectées dans une population examinée ou dans un ensemble d'états financiers sont jugées préjudiciables à l'exactitude et à la fiabilité.
Sondage discrétionnaire		Méthode consistant, pour un auditeur, à exercer son pouvoir d'appréciation pour sélectionner les éléments d'une population qui seront soumis à des tests d'audit, afin de respecter des critères prédéfinis. S'oppose au sondage statistique.
Sondage en unités monétaires	MUS (<i>monetary unit sampling</i>)	Méthode d'échantillonnage statistique dans laquelle la probabilité de sélection d'une opération est proportionnelle à sa taille.
Sondage statistique		Technique d'échantillonnage statistique utilisée pour des tests d'audit, afin de fournir des résultats représentatifs.
Soutien [du revenu] découplé		Paiements de l'UE aux agriculteurs, non liés à la production d'un produit spécifique.
Soutien couplé		Paiements de l'UE aux agriculteurs pour la production d'un produit spécifique.
Stratégie Europe 2020		Stratégie décennale de l'Union européenne lancée en 2010 pour stimuler la croissance et créer des emplois.
Subvention		Paiement non remboursable effectué sur le budget de l'UE en faveur d'un bénéficiaire pour la mise en œuvre d'un projet éligible ou d'un programme.
Système d'identification des parcelles agricoles	SIPA	Base de données sur les terres agricoles des États membres, utilisée pour le paiement des aides directes au titre de la politique agricole commune et pour les contrôles d'éligibilité effectués sur les demandes déposées par les agriculteurs.
Système intégré de gestion et de contrôle	SIGC	Système de l'UE utilisé par les États membres pour gérer et contrôler les paiements effectués en faveur des agriculteurs au titre de la politique agricole commune.
Taux de décaissement		Pourcentage, par rapport au montant total, des fonds versés aux bénéficiaires finals au titre d'un instrument financier.
Taux d'erreur représentatif		Estimation statistique du taux d'erreur caractérisant une population, obtenue grâce à des tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations prélevé dans cette population.
Taux d'erreur résiduel/Taux de risque résiduel/Taux d'erreur total résiduel	TER/TRR/TETR	Portion d'une population qui n'est pas jugée régulière une fois qu'il a été tenu compte de l'effet de l'ensemble des procédures de contrôle, des recouvrements et des corrections appliqués.
Taxe sur la valeur ajoutée	TVA	Impôt indirect sur la consommation, qui touche la production et la distribution de biens ainsi que la prestation de services, et qui est supporté, en définitive, par le consommateur final.
TVA récupérable		Montant de la TVA qu'un assujéti peut déduire de la TVA qu'il est tenu de payer à l'administration fiscale, au motif qu'il a déjà payé cette taxe sur ses propres achats de biens et de services.
Verdissement		Adoption de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement. Terme également couramment utilisé pour désigner le régime d'aide de l'UE correspondant.